



Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Agnès SAURAT

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le logement (FSL3M) - Actions d'insertion par le logement 2022 - Attributions de subventions à diverses associations et CCAS - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL3M) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour le territoire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal.

Le FSL s'adresse aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant à la fois sur le versement d'aides financières directement aux ménages concernés pour l'accès au logement et le maintien dans le logement, mais également, comme prévu par la législation, sur le financement d'actions collectives d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement, portées par des associations ou des Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS). La présente délibération vise à entériner les concours financiers apportés par le FSL aux opérateurs portant les actions d'insertion par le logement du FSL.

Ancrées dans la politique sociale du logement de la Métropole, ces actions mobilisent les personnes dans des démarches participatives et partenariales. Elles concernent plusieurs domaines d'intervention :

- *Animation d'ateliers recherche de logement*, portant sur le marché immobilier, les droits et devoirs des locataires et des propriétaires, les dispositifs liés au logement ;
- *Mise en œuvre de mesures d'accompagnement social lié au logement*, incluant diverses interventions en fonction de la situation des ménages : recherche de logement, installation dans les lieux, prévention des expulsions locatives, accédants et propriétaires ;
- *Actions d'auto-réhabilitation* des logements, ou visant à favoriser la maîtrise de leur consommation de fluides et de lutter contre les impayés d'énergie et d'eau ;
- *Actions de médiation*, avec une recherche de conciliation entre bailleurs et locataires autour de la décence des logements et des conditions d'habitation ;
- *Gestion d'un parc d'hébergement d'insertion et de logement adapté* : prise à bail et gestion de logements dans le parc public ou privé de type appartements relais, hôtel social ou sous-location à bail glissant ou sous-location simple pour les mettre à disposition de ménages défavorisés.

Ces actions ont concerné 2242 ménages en 2020 pour le territoire de la Métropole. Le budget prévisionnel 2022 du FSL métropolitain doit permettre de soutenir 20 structures sur le territoire de la Métropole (19 associations et un CCAS), pour un montant total de subventions affectées de 2 094 673 €, en hausse de 54 000 € par rapport à 2021. Les actions d'accompagnement permettent aux ménages en difficulté de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets d'accès au logement ou de maintien dans celui-ci.

Il est ainsi proposé de prendre acte de la situation complexe d'un quart des ménages pris en charge dans le cadre des dispositifs « *appartements relais* », « *sous location avec glissement du bail* », dont les ressortissants des bidonvilles sans maîtrise de la langue française, nécessitant la mise en place d'un accompagnement social renforcé, et de la nécessité d'un accompagnement pour les ménages intégrés dans le dispositif « *sous location simple* » qui n'en prévoyait pas. En outre, il est nécessaire d'augmenter de 10 le nombre d'appartements relais gérés par les associations, alternative de fait au manque de place en Centre d'Hébergement de de Réinsertion Sociale (CHRS), et de développer les mesures d'accompagnement social pour la prévention des expulsions locatives qui sont chaque année insuffisantes pour répondre aux sollicitations des travailleurs sociaux prescripteurs.

Enfin, un nouvel opérateur, Habiter Enfin !, bien identifié par les services sociaux prescripteurs sur le territoire de la Mosson, est proposé pour réaliser des mesures d'accompagnement social lié au logement.

Il y a lieu de formaliser l'attribution de ces subventions par la signature d'une convention avec chaque structure, définissant notamment les modalités de versement des subventions aux opérateurs par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement de Montpellier Méditerranée Métropole et les obligations réciproques des parties en matière d'organisation, de fonctionnement et de financement des actions, ainsi que les méthodes et outils d'évaluation des actions sur un plan quantitatif, qualitatif et financier. Ces conventions portent sur une année, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution du concours du Fonds de Solidarité pour le Logement pour un montant total d'aides de 2 094 673 € pour les actions d'insertion par le logement 2022 ;
- D'approuver les termes des conventions afférentes à intervenir avec chacun des organismes concernés ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 21 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211214-174464-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Tableau FSL_Actions logt 2022 subventions operateurs.pdf
- Conventions 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.